

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

août 2009

globule rouge
INFO

la question centrale DU FINANCEMENT

Le pouvoir, depuis des semaines, travaille idéologiquement la perspective de nouveaux et graves reculs en terme de protection sociale.

La crise financière est utilisée comme prétexte et justificatif de ces mauvais coups.

Il est clair que le financement est la question principale pour s'opposer à la stratégie gouvernementale et patronale.

Le débat autour du *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS)* sera donc un temps fort de la mobilisation indispensable des prochains mois. Des initiatives seront à prendre de manière très diversifiée et décentralisée pour gagner la prise en compte par le plus grand nombre et éviter que ce

ne soit un débat de spécialistes.

La **Fête de l'Humanité** sera le lancement de cette campagne de débat. C'est dans ce sens que la commission

Santé/protection sociale organise, le **samedi 12 septembre à 15 heures**, au **Forum social**, un débat intitulé : **Crise financière, financement de crise ! Quel avenir pour la protection sociale ?**

Ce débat permettra une confrontation « projet contre projet » entre le représentant de la majorité présidentielle et ses contradicteurs (parlementaire communiste, syndicaliste, mutualiste).

La commission **Santé/protection sociale** du PCF a préparé un document de travail

sur cette question du financement. Il est en cours de finalisation et sera disponible dans les prochains mois.

Les luttes de résistance à la mise en œuvre de la loi *Hôpital, patients, santé, territoires* n'ont pas diminué durant l'été. Des succès ont même été au rendez-vous. C'est à mettre en cohérence avec le haut niveau de confiance de la population dans le système de santé à plus de 80 %. Nous revenons dans ce nu-

méro sur le succès de Die en donnant la parole au président du comité de défense.

Bonne Fête de l'Huma à toutes et tous pour construire les succès pour les luttes futures !

Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin

animateurs de la commission
Santé/protection sociale

Fête
de l'Huma
au
FORUM
SOCIAL

la commission
Santé/protection sociale
propose un

rendez-vous des luttes

dimanche 13 septembre
de 12 à 13 h30

les collectifs et les organisations syndicales
sont invités à témoigner

venez nombreux !



SANOFI

RÉSISTER ET SE RASSEMBLER

Au cœur de l'été, la nouvelle est tombée. Sanofi a décidé de faire un plan social et de diminuer drastiquement le nombre des salariés de ce groupe. Chercheurs et techniciens sont dans la tourmente, les financiers en ont décidé ainsi ! De nombreux départements sont concernés.

Il n'est pas question de laisser faire. La résistance est en cours. Les salariés, avec leurs organisations syndicales, n'ont pas tardé à se mobiliser. Des initiatives sont prévues dans les prochaines semaines.

Les communistes et leurs élus territoriaux et des différents Parlements prennent leurs responsabilités. Des initiatives sont déjà programmées pour le mois de septembre en lien avec la coordination syndicale du groupe, notamment un rendez-vous avec le

président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR).

D'ici là, ils organisent une rencontre dans le cadre de la **Fête de l'Humanité**. Elle aura lieu

le vendredi 11 septembre

de 16 h30 à 18 h

dans le stand de l'ANECR



Des salariés de plusieurs sites rencontreront des camarades des sections concernés par les sites Sanofi ainsi que des élus et élus des collectivités territoriales et des chambres parlementaires.

COMMUNIQUÉ COMMUN DE SOUTIEN

Dans le numéro précédent, nous avons fait état de la réaction de Serge Klopp au nom de la commission du PCF concernant la situation que subit le Dr Paresys.

Nous publions ce mois-ci le communiqué commun de soutien des quatre collectifs.

Le **Collectif contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire**,

la **Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité**,

la **Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics**,

le **Collectif contre la politique de la peur**

voient dans la répression qui s'abat sur le Dr Pierre Paresys, psychiatre au Centre hospitalier de Bailleul dans le Nord-Pas-de-Calais, par ailleurs militant syndical, avec le refus de le prolonger dans ses fonctions de chef de service et de secteur, la réalisation de leurs pires craintes sur les contenus de la loi *Hôpital, patients, santé, territoires* (HPST), dite loi Bachelot, qui renforce le pouvoir gestionnaire administratif au détriment des professions soignantes.

L'arrêté du directeur de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH) du Nord-Pas-de-Calais, qui refuse son renouvellement de chef de service après 15 ans de pratiques soignantes et d'animation d'une équipe, au service de la population, repose en effet uniquement sur ses positions critiques quant aux projets de restructurations de cette ARH. Dans les faits il est donc sanctionné pour un « délit » d'opinion.

Cette volonté de mise au pas dans une pensée unique administrative alimente une politique de l'intimidation et de la peur vis-à-vis de toute pensée critique.

Il s'agit d'imposer la loi HPST et ses exigences de rentabilité au détriment des malades et pour ce faire, de mater les soignants qui osent résister.

Cette affaire ne concerne pas que les médecins, mais aussi tous les soignants, tous les usagers, toute la population.

En tant que professionnels de santé, usagers des services de santé et citoyens et sans juger des suites légales à donner auprès des tribunaux, du ministère et du conseil de l'ordre des médecins,

- nous affirmons notre plein soutien au Dr Paresys en exigeant l'annulation de l'arrêté qui met fin à ses fonctions de chef de service,

- nous appelons les professionnels de santé, les usagers et toute la population au soutien de ces exigences.

le 11 août 2009

la santé **DANS TOUS SES DÉBATS**

Durant la **Fête de l'Humanité**, de nombreux débats sont organisés sur les questions de santé et de protection sociale.

Il s'agit des débats en supplément des deux rencontres qui se tiennent au forum social.

Samedi 12 septembre 13h	Santé et service public	Paris, Section du 11 ^{ème}
Samedi 12 septembre 17h	Les urgences	Fédération du Nord
Samedi 12 septembre 17h	Les centres municipaux de Santé	Section de Montreuil (93)
Dimanche 13 septembre 11h	AP-HP et engagement communiste	Fédération 92
Dimanche 13 septembre 14h	Personnes âgées et dépendance	Fédération 75
Dimanche 13 septembre 15h	Hôpitaux en lutte et accès aux soins en IDF	Fédération 94

D'autres rencontres sont en cours de finalisation.

Retrouvez l'ensemble sur le programme officiel de la Fête.

parole d'élue

résister face à la réalité



par **Annabelle Skowronek**
adjointe au maire chargée des
Affaires sociales et de la Santé
Avion (62)

La situation de notre département est alarmante, tous les « clignotants » sont au rouge et particulièrement dans le domaine de la santé.

Les exemples sont malheureusement nombreux : densité médicale insuffisante ; permanence des soins non respectée ; état de santé précaire pour un très grand nombre de personnes, lié à leur situation socio-économique ; des rendez-vous avec 6 à 8 mois d'attente en pédopsychiatrie ; réduction importante du nombre de lits en psychiatrie ; réduction des équipes de SMUR ; transferts de lits du public vers le secteur privé en chirurgie (notamment en chirurgie cardio-vasculaire où les dépassements d'honoraires peuvent aller jusqu'à 1500 euros !) et des différences de traitement dans la prise en charge entre privé et public – une coronarographie avec anesthésie en privé et sans anesthésie dans le public !!

Régulièrement, en mairie, je reçois des personnes qui me font part des difficultés qu'elles rencontrent pour se soigner, des choix à faire au sein de la famille.

En 2009, dans un pays comme le nôtre, ces situations sont inacceptables.

Dans ce contexte déjà très difficile, la loi HPST ne va faire qu'aggraver les inégalités dans l'accès aux soins.

Notre rôle en tant qu'élus est, je pense, de participer à la création d'espaces de débat et d'action réunissant des citoyens, des usagers, des professionnels, des élus pour faire réagir et organiser la mobilisation.

Car, même si les leviers ne sont pas très nombreux, ils existent.

Utilisons-les pour défendre l'existant et gagner durablement des avancées concrètes !

LA FIÈVRE MONTE à Die

LA LUTTE A PAYÉ

Les luttes de la population dioise, autour de son collectif de défense de l'hôpital de Die⁽¹⁾, viennent de faire reculer une nouvelle fois l'ARH de Rhône-Alpes et le ministère de la Santé en obtenant le renouvellement des autorisations de gynécologie obstétrique jusqu'au 1er août 2011.

Le Conseil d'administration de l'hôpital de Die avait accepté, dans sa réunion du 24 septembre 2008, la fermeture de la maternité pour le 31 décembre 2008⁽²⁾. Mais les nombreuses actions, dont plus de 10 000 signatures sur une pétition, avaient permis de la repousser au 22 juillet 2009.

Créé en décembre 1986 à l'initiative de deux élus communistes du Conseil d'administration de l'hôpital, le collectif avait déjà pu gagner le maintien de la maternité contre la décision de fermeture du préfet de la Drôme pour le 1er mai 1987. Comment cela est-il arrivé ?

D'abord par une très forte résistance avec manifestations, rassemblements, blocages de trains, barrage routier, occupation du Conseil d'administration, « auto-séquestration » de 24 heures dans le hall d'entrée de l'hôpital, deux dépôts de plaintes des femmes enceintes à la gendarmerie pour non assistance à personne en danger avec conférence de presse, plus de 300 lettres adressées individuellement à la ministre indiquant notamment qu'elle serait personnellement tenue pour responsable en cas de fermeture si survenait un accident, témoignages sur le blog⁽³⁾, etc.

Ensuite, parce que les conditions ont été créées pour que cette bataille devienne l'affaire de la population, des élus, dont le maire de Die qui avait préalablement voté la fermeture.

Pour leur part, les communistes, actifs et en responsabilité dans le collectif, ont à chaque fois apporté leur propre contribution, en faisant la clarté sur les causes et en portant les propositions communistes pour une autre vision de la Santé.

TOUS ENSEMBLE RESISTONS
DEFENDONS NOTRE HOPITAL
ET SON RENFORCEMENT

LE 4 JUILLET

Le 10 juillet prochain, la commission exécutive de l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation) prendra sa décision quant au maintien ou non de la maternité. Le sort de la chirurgie d'urgence y est lié.

À quelques jours de cette échéance, la mobilisation de tous est plus que jamais indispensable. Ensemble, faisons entendre que nous voulons :

- atteindre un plateau chirurgical en temps voulu, à Die,
- accoucher à temps à la maternité de Die et non dans un véhicule ou un hélicoptère,
- habiter un Diois vivant et non un désert médical.

Exigeons de la ministre de la Santé et de l'ARH :

- le maintien pérenne de la maternité de Die,
- le maintien pérenne, à Die, de la chirurgie d'urgence, 24/24h et 7/7,
- le recrutement d'un second chirurgien et du radiologue,
- le renforcement de notre hôpital en moyens humains et financiers, et en équipements et locaux.

Exigeons le retrait de la loi « Bachelot ».

Depuis le début de l'année, les Dioises et les Diois continuent de se mobiliser pour la défense de leur maternité et de leur chirurgie :

- Plus de 10 000 signatures sur la pétition,
- Manifestations le 29 janvier, le 19 mars et le 1er mai (date anniversaire du maintien de la maternité qui devait fermer le 1er mai 1987),
- Plus de 300 lettres envoyées à la ministre de la Santé,
- Rassemblements devant la sous-préfecture lors de la brève éclipse de pilotage du grand terminal de Santé,
- Participation aux forums co-organisés par les membres diois du comité de pilotage,
- Vives réactions après la mascarade du rendu des experts,
- Débat de clôture des futurs parents à la gendarmerie pour mise en danger de la vie d'autrui,
- Auto-séquestration dans le hall d'accueil de l'hôpital,
- Blocage de taxis,
- Action d'agresseurs en direction de la MSA,
- Caricature lors de la Fête de la Transhumance avec la concours des organisateurs.

Samedi 4 juillet 2009 à 10h
Population, personnel hospitalier, élus du Diois,
GRANDE MANIFESTATION UNITAIRE
Rassemblement devant l'Hôpital, rue de la Citadelle.

Lors d'un pique-nique, des dizaines de Dioises et de Diois ont pris le temps de savourer cette avancée tout en se gardant de tout triomphalisme. En effet, rien n'est définitivement acquis et rendez-vous a été pris pour la rentrée afin de continuer, la lutte pour des moyens humains, matériels et financiers pour la maternité, la chirurgie, l'ensemble des services et exiger le retrait de la loi Bachelot.

Jean-Pierre Rambaud
président du Collectif de défense de l'hôpital de Die

- (1). Association loi 1901, il comprend en majorité des adhérents à titre individuel et des organisations à titre collectif : PCF, POI, PG, CGT, Attac, Ligue des droits de l'homme.
- (2). À l'exception de deux administrateurs qui avaient voté contre, dont le Conseiller Général communiste du canton de Die.
- (3). <http://www.collectifhopitaldie.org>

les cocos dans les collectifs locaux

LES COLLECTIFS à la Fête de l'Humanité

Le *Collectif contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une Sécurité sociale solidaire*, dont le PCF est l'un des membres fondateurs, et la *Coordination des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*, dans nombre desquels des communistes sont acteurs au quotidien, ont décidé de tenir un stand à la **Fête de l'Humanité**.

Des débats sont programmés dans ce stand.

En voici la liste.

- 1. samedi matin, 11 h**
Psychiatrie en danger : les folies du tout sécuritaire
- 2. samedi après-midi, 17 h**
Hôpital : restructurations, restrictions budgétaires, loi Bachelot... les outils de la casse
- 3. dimanche matin, 10 h 30**
La proximité, condition de l'accès aux soins pour toutes et tous
- 4. dimanche après-midi, 17 h**
Franchises, dépassements d'honoraires, évolution de la mutualité, remise en cause de la sécurité sociale : d'un système solidaire à un système marchand !